

Municipales 2026 : la conversion communale de La France insoumise

Rémi Lefebvre

Au moment où La France insoumise (LFI) souhaite renforcer son ancrage local, les élections municipales de 2026 constituent un enjeu important pour crédibiliser et institutionnaliser son action, comme le montre Rémi Lefebvre, chercheur en science politique.

La France insoumise (LFI) a négligé les élections municipales de 2020 au point de les avoir « enjambées », de l'avis même de ses cadres (Lefebvre 2024). Six ans plus tard, ce scrutin est construit comme une échéance majeure par le mouvement de Jean-Luc Mélenchon. Comment expliquer cette rupture ?

Une machine politique pensée pour la présidentielle

La formation est née en 2016 sous la forme d'un « mouvement », mais aussi d'une machine présidentielle dont la vocation principale est de porter les ambitions de son chef et fondateur (Cervera-Marzal 2022). LFI s'apparente de fait à ce que la science politique a appelé « parti personnel », dont une des caractéristiques est de négliger l'échelle locale (Kefford et Mc Donnell 2018)¹. Alors qu'il constitue un des soubassements principaux de partis comme Les Républicains, le PS, EELV ou le PCF, le niveau local est dévalorisé à LFI. Jean-Luc Mélenchon ne l'a jamais considéré comme un lieu de transformation sociale pertinent, plutôt comme un lieu de possibles contre-pouvoirs qui détourneraient le mouvement de sa vocation présidentielle (Lefebvre 2018).

Le leader, qui n'a jamais été maire (son seul mandat local fut conseiller général dans l'Essonne), considère le local comme un lieu où le pragmatisme, l'apolitisme notabliaire et le compromis (« la tambouille localiste », selon les dires de LFI) sont irrémédiablement de mise. LFI a toujours eu peu d'élus locaux, or les élections municipales favorisent « la prime aux sortants ». La structuration partisane locale est au demeurant peu adaptée à ces élections. Les groupes d'action (cellules de base du mouvement) ne peuvent dépasser (officiellement) douze adhérents et ils se créent librement (ce qui conduit à leur multiplication dans les grandes villes). Cette organisation est d'autant plus problématique que, les groupes se créant sur des bases affinitaires, ils sont souvent en conflit les uns avec les autres (Lefebvre 2022).

La méfiance à l'égard du local se traduit par un processus de désignation des candidats très centralisé : y compris pour les élections municipales, il est assuré par un comité électoral national qui cherche à contrôler et préserver la marque partisane. Cela a pu mener à des dissidences et des conflits locaux (en Seine-Saint-Denis, Marseille, Lyon, Montpellier...)

¹ Le parti personnel présente quatre caractéristiques typiques : la durée de vie du parti est indexée sur celle de son leader ; l'organisation au niveau local est peu étendue, souvent intermittente ou rarement permanente ; le leader concentre l'essentiel du pouvoir formel et informel ; la communication du parti est centrée sur lui.

(Lefebvre 2024). Au final, seule une poignée de communes a été remportée par LFI en 2020 (la plus grande, Faches-Thumesnil, dans la métropole lilloise, compte moins de 20 000 habitants).

Le communalisme au cœur d'une nouvelle stratégie de transformation

La donne a complètement changé pour le scrutin de 2026. Un programme municipal national est défini depuis juin. La campagne est lancée dès le 23 novembre lors d'une « convention municipales 2026 », à Aubervilliers, dans un département, la Seine-Saint-Denis, bastion du parti. Présentée par Manuel Bompard comme « une démonstration de force² », elle est portée par une scénographie soignée – spectacle son et lumière – et des militants venus en nombre. Elle se clôt par une intervention mobilisatrice de Jean-Luc Mélenchon, qui décline sur scène avec enthousiasme le concept de « communalisme », articulé à celui de « Nouvelle France », développés par le mouvement. « Chacun à son poste de combat », s'enflamme le leader, qui évoque un « galop d'essai » crucial avant l'élection présidentielle. Ce tournant communaliste procède de logiques conjoncturelles (l'imminence de l'élection présidentielle) mais aussi structurelles (l'institutionnalisation du mouvement depuis 2016).

L'importance accordée aux municipales se traduit de trois manières.

D'abord, une intense réflexion idéologique et un travail programmatique ont été mobilisés en amont du scrutin. En 2020, LFI n'avait qu'une plate-forme de propositions très modeste. Fortement étouffée, elle s'articule en 2026 à une réflexion plus globale sur la question communale et urbaine qui vise à politiser l'élection. L'institut La Boétie (espace de formation, de production idéologique et d'éducation populaire coprésidé par Jean-Luc Mélenchon) a mené ce travail programmatique. Publié en novembre 2025, *Pour un nouveau communalisme* (Cécile Gintrac *et al.* 2025) défend que les communes peuvent être, « pour la gauche de rupture », un maillon essentiel du « projet de révolution citoyenne ». Dans la longue tradition du communalisme, le livre renoue avec un municipalisme et une rhétorique du laboratoire communal et de l'avant-garde qui étaient largement démonétisés dans le champ partisan en France (Lefebvre 2018)³.

Les auteurs analysent comment les politiques municipales ont été mises sous tutelle par un néolibéralisme urbain en pleine expansion et ses mécanismes d'emprise du capital sur la ville (spéculation immobilière, politiques d'exclusion des pauvres, etc.). Selon Paula Cossart, le *communalisme insoumis* est « *d'infexion ou d'intention* » : il ne s'agit pas du communalisme au sens fort que lui donne Murray Bookchin (le changement social procède principalement des communes), mais « on y observe un déplacement symbolique vers la commune comme espace politique, et non pas seulement gestionnaire ». LFI continue à affirmer la prévalence du cadre national mais réoriente l'imaginaire municipal dans un sens préfiguratif (Cossart et Sauvêtre 2020)⁴. À partir de ce cadre de réflexion générale, LFI décline un ensemble de propositions (gratuité des cantines et des transports publics, plan de retour en régie publique, en commençant par les communs jugés essentiels comme l'eau, la production d'énergies renouvelables, les transports en commun, l'instauration d'une règle verte communale...)⁵.

² H. Valat, « Municipales 2026 : LFI lance en grande pompe sa campagne, avec la présidentielle en ligne de mire », *Les Échos*, 23 novembre 2025.

³ La plupart des partis de gauche ont renoncé depuis longtemps à produire ce type d'analyses. Le socialisme municipal et le communisme municipal sont encore invoqués, mais ne renvoient plus à un corps de doctrine vraiment formalisée. LFI s'inscrit ainsi en réaction à la « dépolitisation » du local et à la standardisation des politiques territoriales largement analysée par la sociologie politique (Cadiou 2009).

⁴ Merci à Paula Cossart pour cette analyse.

⁵ Notons un impensé : l'intercommunalité.

L'affirmation d'une marque politique et la multiplication des listes

Deuxième changement, la marque « France insoumise » est désormais fortement mise en avant. En 2020, Jean-Luc Mélenchon ne cessait de déclarer pendant la campagne municipale : « il n'y a pas de listes insoumises ». Les candidats insoumis se cachent alors derrière des listes citoyennes impliquées dans les associations ou des mobilisations locales. *A contrario*, l'heure est en 2026 à une logique d'étandard et d'affichage. LFI part à la bataille en assumant sa différenciation partisane et une logique d'autonomie de ses listes au premier tour.

La troisième nouveauté est que le nombre de listes insoumises a beaucoup augmenté. LFI en présente dans plus de 500 communes (c'était 100 listes en 2020), dans la totalité des villes de plus de 100 000 habitants et dans 75 % de celles de plus de 30 000. Le responsable des élections, le député Paul Vannier, parle d'un « déploiement massif », jusqu'aux « plus petits villages », lors de la convention d'Aubervilliers : « Nous ne sommes pas là pour faire de la figuration. Les Insoumis ne s'excuseront pas d'exister, pas plus au second qu'au premier tour [...] en dépit de toutes les coalitions qui se forment contre nous. »

Alors que les dix-sept députés insoumis en 2020 avaient négligé le scrutin, ils sont désormais une quinzaine à s'y impliquer, compensant ainsi l'absence d'élus locaux sortants, essentiellement dans les métropoles et les villes moyennes : Sophia Chikirou à Paris, Sébastien Delogu à Marseille, Anaïs Belouassa-Cherifi à Lyon, François Piquemal à Toulouse, Nathalie Oziol à Montpellier, Marie Mesmeur à Rennes, Ugo Bernalicis à Villeneuve-d'Ascq, Marianne Maximi à Clermont-Ferrand, David Guiraud à Roubaix, Farida Amrani à Évry... Les dirigeants (Manuel Bompard, Mathilde Panot, Clémence Guetté, Paul Vannier...) ne se lancent toutefois pas dans la bataille, se concentrant sur la préparation des élections présidentielles.

Une stratégie pour peser sur le rapport de force national

Un ensemble de facteurs contribuent à expliquer cette inflexion stratégique. D'abord, un potentiel électoral nouveau donne des ambitions au mouvement dans les métropoles. Depuis 2022, LFI a beaucoup progressé dans leurs quartiers populaires et auprès des populations issues de l'immigration, maghrébine notamment, et dans la jeunesse étudiante. L'alliance des jeunes, des diplômés et des populations racisées a été théorisée sous l'appellation de « Nouvelle France », qui se coagule particulièrement dans les centres urbains. La plupart des sondages placent LFI à plus de 10 % dans les grandes villes.

Au premier tour de la présidentielle de 2022, Jean-Luc Mélenchon dépassait 30 % des suffrages exprimés dans vingt-trois villes de plus de 100 000 habitants, quarante-six de plus de 50 000 habitants et quatre-vingt-cinq de plus de 10 000 habitants. Aux élections européennes, dans trente et une villes de plus de 10 000 électeurs, LFI a dépassé les 40 %. Ses résultats permettent à LFI d'envisager de l'emporter dans quelques villes. La direction du mouvement a identifié Roubaix (Nord), La Courneuve (Seine-Saint-Denis) ou encore Évry (Essonne) comme commune où la victoire serait un objectif crédible.

Ce potentiel électoral est d'autant plus stratégique que, par effet de calendrier, l'élection municipale est très proche de l'élection présidentielle prévue un an plus tard. LFI ne peut faire l'impasse sur ce scrutin, qui va probablement être scruté par les commentateurs et les médias. La bataille du leadership présidentiel à gauche est engagée. Les écologistes et les socialistes qui contestent fortement la candidature de Jean-Luc Mélenchon à travers un projet de primaire sont beaucoup plus implantés localement que les Insoumis.

La politisation du scrutin municipal permet à LFI de peser dans le rapport de force à gauche et d'exercer un pouvoir de nuisance sur les anciens partenaires du Nouveau front populaire.

Dans de nombreuses villes, LFI pourrait être l'arbitre du second tour et les candidats écologistes et socialistes devront composer avec elle. Comme dans chaque élection municipale, une bataille pour la construction du verdict électoral (Lehingue 2005) va se déployer. Dans un scrutin qui se joue dans 35 000 arènes, l'enjeu pour LFI est d'accrocher quelques villes-trophées pour montrer qu'elle a progressé.

Le tournant localiste procède donc d'une stratégie nationale par le haut dans un contexte pré-présidentiel qui doit permettre aussi d'obtenir à terme des mandats de sénateurs et les 500 parrainages nécessaires pour être candidat.

La perspective de victoires locales pour un parti qui s'institutionnalise

Mais cette grille de lecture instrumentale est trop restrictive. L'analyse doit être plus *bottom-up* et structurelle. Le local suscite de plus en plus d'intérêts (au double sens d'appétence et de calcul) dans un parti qui n'est plus seulement une machine présidentielle mais qui s'institutionnalise et s'implante dans les territoires (Cervera-Marzal et Lefebvre 2024).

De plus en plus de militants cherchent à s'investir localement, à accéder aux responsabilités, à agir plus concrètement. Certains députés expriment un certain sentiment d'inutilité à l'Assemblée nationale, et une forme de lassitude⁶. LFI s'est au fil du temps structurée localement. Des boucles départementales officielles (embryons de « fédérations ») ont été mises en place en 2022, qui permettent de mieux coordonner les candidats aux élections municipales. Le nombre d'Insoumis inscrits dans les groupes locaux a été multiplié par cinq entre 2018 et 2025, passant de 20 000 à 100 000.

Quelques députés ont clairement des aspirations à l'action municipale, comme François Piquemal à Toulouse, dont l'engagement local sur la question du logement est ancien, ou David Guiraud, qui, par atavisme familial, est très intéressé par les questions locales (son père est maire socialiste des Lilas entre 2001 et 2020). La municipalisation du mouvement est en partie liée à sa parlementarisation (et vice versa). Les députés qui jouent de plus en plus le rôle d'animateur du mouvement dans leur circonscription cherchent à améliorer les performances municipales du mouvement dans « leurs » villes et à conforter leur implantation locale en étant candidats eux-mêmes.

Enfin, les militants et députés insoumis se projettent dans l'après-Mélenchon. LFI survivra-t-elle à l'effacement de son leader après 2027 s'il n'accède pas à l'Élysée ? La pérennité de LFI se joue dans une certaine mesure au niveau local qui contribue à l'ancrage partisan dans le temps.

Un pari risqué

Ce tournant n'est pas sans limites et sans risques. Si le mouvement est désormais mieux armé et structuré pour affronter l'échéance, les modes de sélection des candidats, très centralisés, suscitent toujours de fortes contestations. C'est un comité électoral centralisé qui attribue toujours des investitures. Les Insoumis locaux ne sont que consultés et ne peuvent procéder à des votes lors des assemblées locales, ce qui parfois nuit très fortement à la légitimation des candidats. À Nantes, Rennes, Avignon, Montpellier, Asnières, Grenoble, Bagnolet, Échirolles, Auxerre... des décisions imposées par le haut suscitent protestation et récriminations. LFI mise sur la mobilisation des catégories populaires des quartiers, mais ces segments de l'électorat se mobilisent peu aux élections locales.

⁶ Comme Ugo Bernalicis, voir *Mediacités*, le 10 septembre 2025.

Pour l'emporter dans quelques villes, LFI doit pouvoir nouer des alliances ou rassembler plus largement au second tour. Or, le mouvement est isolé à gauche et son image est un repoussoir pour de larges franges de l'électorat. LFI sera-t-elle en mesure d'arracher quelques mairies ? Le souvenir de l'élection municipale anticipée de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) en début d'année appelle à la prudence⁷. Il ne faut pas plaquer les scores des élections présidentielles de 2022 et européennes de 2024 sur des élections municipales qui obéissent à des logiques très différentes.

LFI se compte et nationalise le scrutin, mais le risque, c'est que sa faiblesse électorale apparaisse *in fine*, même si les ambitions déclarées sont d'emblée modestes. « On part avec rien, on ne peut que progresser », ironise Manuel Bompard à la convention d'Aubervilliers⁸. Si LFI se maintient au second tour, au risque de faire perdre des villes à la gauche, le parti pourrait déconcerter un électoralat de gauche aux aspirations très unitaires.

Enfin, le risque est de faire émerger des attentes démesurées que des futurs élus insoumis ne puissent satisfaire. LFI réhabilite légitimement le volontarisme politique au niveau local et fustige la dépolitisation des enjeux. Mais le communalisme risque de se heurter aux faibles marges de manœuvre financières dont disposent les communes dans un contexte d'austérité et de développement de l'intercommunalité qui limite la souveraineté communale. Le bilan de la municipalité insoumise de Faches-Thumesnil est assez mince et illustre ces limites⁹. La « révolution citoyenne » peut-elle vraiment passer par les communes ?

Bibliographie

- Cadiou, S. 2009. *Le Pouvoir local en France*, Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Cervera-Marzal, M. 2022. « La France insoumise, un “mouvement” qui n'en a que le nom ? Effacement symbolique et transformations pratiques de la forme partisane », *Politix*, n° 138, p. 45-70. URL : <https://shs.cairn.info/revue-politix-2022-2-page-45?lang=fr>.
- Cervera-Marzal, M. et Lefebvre, R. 2024. « Quel parti pour les anticapitalistes ? », *Mouvements*, 2 septembre 2024. URL : <https://mouvements.info/quel-parti-pour-les-anticapitalistes/>.
- Cossart, P. et Sauvêtre, P. 2020. « Du municipalisme au communalisme », *Mouvements*, n° 101, p. 142-152. URL : <https://shs.cairn.info/revue-mouvements-2020-1-page-142?lang=fr&tab=texte-integral>.
- Gintrac, C., Menal, M., Popelard, A. et Salles-Papou, A. 2025. *Pour un nouveau communalisme. Les communes au cœur de la révolution citoyenne*, Paris : Amsterdam.
- Kefford, G. et Mc Donnell, D., 2018. « Inside the personal party: Leader-owners, light organizations and limited lifespans », *The British Journal of Politics and International Relations*, vol. 20, n° 2, p. 379-394.
- Lefebvre, R. 2018. « Vers un nouveau modèle partisan ? Entre déclassement des partis de gouvernement et avènement des partis-mouvements », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, n° 16. URL : <https://journals.openedition.org/crdf/301>.
- Lefebvre, R. 2018. « Quelles leçons historiques et politiques tirer du municipalisme ouvrier ? », *Mouvements*, n° 101, p. 106-115. URL : <https://shs.cairn.info/revue-mouvements-2020-1-page-106?lang=fr&tab=texte-integral>.

⁷ Alors que le député Louis Boyard avait de réels espoirs de victoire dans cette ville de sa circonscription, jeune et très populaire, il a largement perdu au second tour avec 39 % des voix, alors que la droite est divisée.

⁸ H. Valat, « Municipales 2026... », art. cité.

⁹ Voir l'enquête fouillée de *Médiacités* : « Faches-Thumesnil : ce laboratoire de La France insoumise qui n'a pas fait “la révolution” », *Médiacités*, 13 novembre 2025.

Lefebvre, R. 2022. « Que sont devenus les partis-mouvements ? La France insoumise et La République en marche depuis 2017 », *Esprit*, janvier-février 2022. URL : <https://shs.cairn.info/revue-esprit-2022-1-page-167?lang=fr&tab=texte-integral>.

Lefebvre, R. 2024. « Enjamber le scrutin local ou s'y prendre les pieds ? La France insoumise et les élections municipales de 2020 », in A.-S. Petitfils, S. Ségas et A. Delaporte (dir.), *Les Partis font-ils encore la campagne ? Les coulisses des élections municipales de 2020*, Lille : Presses universitaires du Septentrion.

Lehingue, P. 2005. « Mais qui a gagné ? Les mécanismes de production des verdicts électoraux (Le cas des scrutins municipaux) », in J. Lagroye, P. Lehingue et F. Sawicki, *Mobilisations électORALES. Le cas des élections municipales de 2001*, Paris : PUF, p. 323-360.

Rémi Lefebvre est professeur de sciences politiques à l'Université de Lille et chercheur au CERAPS. Ses travaux portent sur les partis politiques, le métier politique, la démocratie participative et les campagnes électorales. Il a publié récemment *Municipales : quels enjeux démocratiques ?* (Paris, La Documentation française, 2020), *Les Primaires. De l'engouement au désenchantement* (Paris, La Documentation française, 2020), *Les Mots des partis* (Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2022) et *Faut-il désespérer de la gauche ?* (Paris, Textuel, 2022). Il a codirigé récemment, avec Emmanuel Taïeb, *Séries politiques. Le pouvoir entre fiction et vérité* (Louvain-la-Neuve, De Boeck, « Ouvertures politiques », 2020), avec Bernard Dolez, Anne-Cécile Douillet et Julien Fretel, *L'Entreprise Macron à l'épreuve du pouvoir* (Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2022) et avec Catherine Leclercq et Olivier Filleule, *Le Malheur militant* (Louvain-la-Neuve, De Boeck, « Ouvertures politiques », 2022).

Pour citer cet article :

Rémi Lefebvre, « Municipales 2026 : la conversion communale de La France insoumise », *Métropolitiques*, 15 janvier 2026.

URL : <https://metropolitiques.eu/La-France-insoumise-et-les-elections-municipales-de-2026-les-ressorts-d-une.html>.

DOI : <https://doi.org/10.56698/metropolitiques.2245>.